

LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 134

LE MARDI 17 JUIN 2003

87c + TAXES = 1\$

Au théâtre de la vie

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Pierre Bourgault (1934-2003)

Mort d'un homme libre

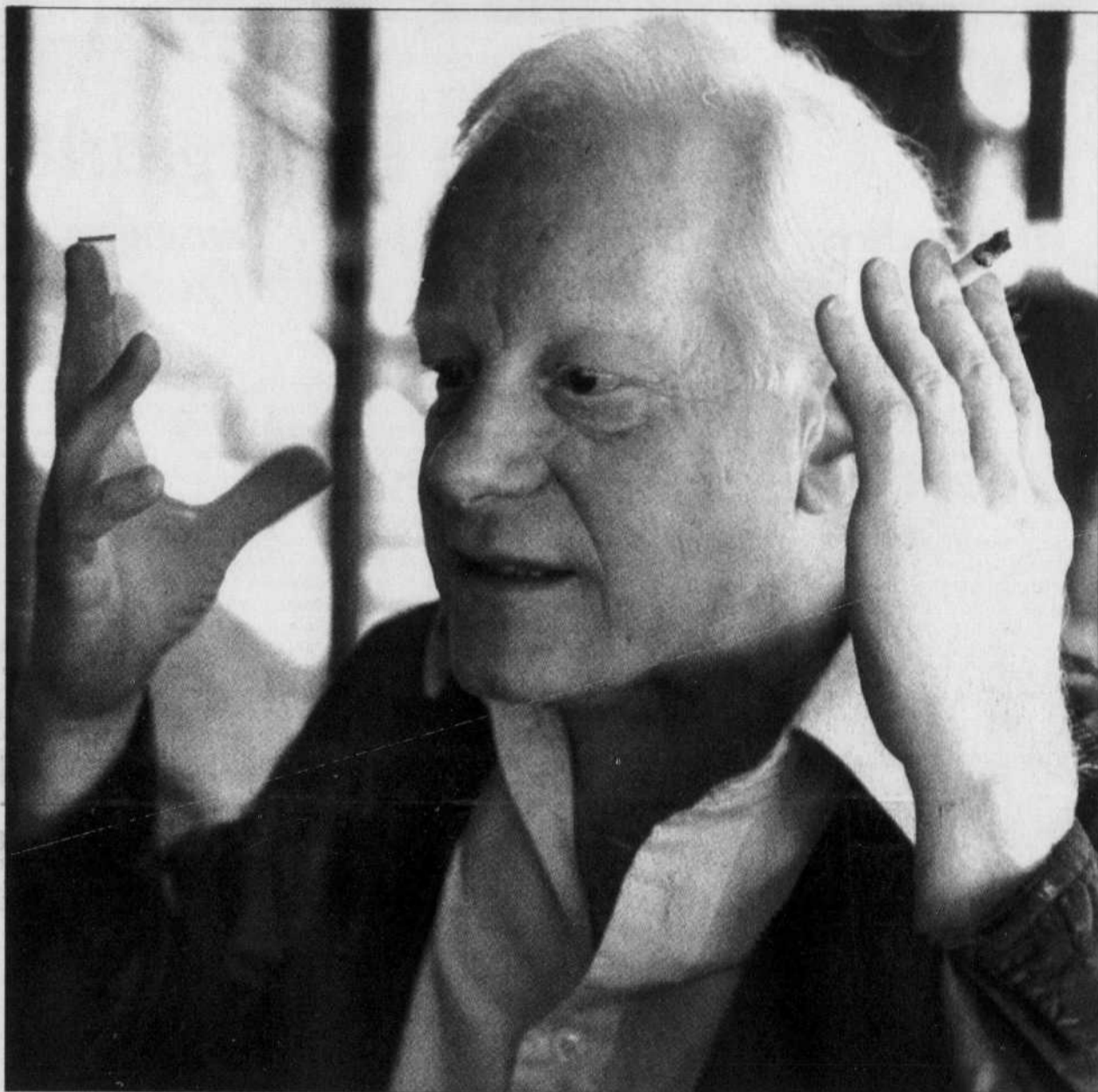
JEAN DION
LE DEVOIR

Un halo blanc autour de la tête en forme de cheveux mais sans l'auréole, un gars libre, généreux, bougon, têtu, caractériel. Un type qui avait un jour tout perdu, son domaine adoré de Val-David, ses paons, ses arbres, puis sa santé, et qui se prétendait désormais un peu zen. Zen, lui? Allons donc!

L'artiste en Bourgault, car un artiste vivait bel et bien en lui, n'était pas zen mais bouillonnant, la clope au bec. Celui qui tout jeune s'initiait au théâtre, qui a débuté sur les planches et s'est époumoné sur les ondes de tant de radios, n'a-t-il pas, comme tribun, comme polémiste, fait du théâtre toute sa vie?

Dans un recueil d'entretiens, il avouait n'avoir rêvé à la sortie du collège que de théâtre. Mais en 1952, les rôles se faisaient bien rares. Restaient *Les Jongleurs de la Montagne* du père Legault. Il travailla avec la troupe quelque temps. On le retrouva au petit écran dans les années 60 dans *La Côte de sable*, un téléroman écrit par Marcel Dubé. Il fut de la distribution de *l'Antigone* d'Anouilh. Le public et ses pairs le disaient très doué, mais les carrières tiennent à peu de choses. Si les planches avaient su le retenir, peut-être ce grand discoureur et politicien brûlant eût déclamé plutôt les textes des autres...

Rencontrer Bourgault signifiait pénétrer dans son univers à la fois enfumé et poétique. Lui, le buté, le flambeur d'argent, le boxeur, le hâbleur mais aussi le chouette gars amoureux des perroquets, des chiens fous et des mauvais garçons, le sans âge, du moins sans cet âge de fatigue qui émousse la créativité. «Je suis une des quatre ou cinq personnes totalement libres au Québec, m'avait-il un jour déclaré. Personne ne peut me censurer.»



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

VOIR PAGE A 8: THÉÂTRE

Pierre Bourgault, en juin 1983. C'était il y a vingt ans.

Ces dernières années, quand on sonnait chez Pierre Bourgault avenue du Mont-Royal, au cœur du quartier qu'il aimait tant et qu'il ne quittait pratiquement plus que pour essayer son «char», la passion de sa deuxième vie, un timbre au rez-de-chaussée avertissait qu'on pouvait ouvrir la porte. Puis, au premier étage, une autre porte s'entrebâillait et une voix, cette voix de stentor qui avait remué tant de foules et qu'avait à peine écorchée le passage des ans, lançait: «Avez-vous peur des chiens?»

Si on répondait «non», la horde était lâchée. La horde, c'était Beau Bonhomme, un molosse surexcité et à la salive abondante, mais pas méchant pour deux sous, qui dévalait les marches quatre à quatre pour vous «accueillir». C'était du Bourgault tout craché: vous le vouliez, il était là, mais vous deviez le prendre au complet. Son toutou avec.

Aujourd'hui, Beau Bonhomme est orphelin, et bien d'autres marquent le deuil. Bourgault est mort hier à l'Hôtel-Dieu de Montréal, à l'âge de 69 ans, emporté par une «maladie pulmonaire chronique obstructive», autre façon de nommer le prix de décennies de tabagisme compulsif et impénitent. Même après une série de pontages, il continuait de fumer sans relâche. Il le disait lui-même, il s'en foutait.

Il savait bien sûr que les oraisons funèbres allaient fondre sur sa dépouille aussitôt son dernier soupir rendu, mais il n'en voulait pas. Bourgault était athée, rationnellement et viscéralement, et la mort était quelque chose qui allait arriver un jour, point à la ligne, c'est tout, pas de quoi en faire un plat. «Une vie, c'est assez», racontait-il dans une entrevue il y a une dizaine d'années. *Je ne suis pas contre la mort.*

VOIR PAGE A 8: BOURGAULT

Lire aussi en pages A 2, A 3, A 6 et A 7

■ À l'école Bourgault

■ L'allumeur de consciences

■ L'éditorial de Bernard Descôteaux: Bourgault, l'indépendantiste

■ «Une souveraineté qui a honte d'elle-même», par Pierre Bourgault

Les libéraux prennent deux comtés au Bloc

Le PLC est maintenant numéro un au Québec

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Ça y est: en remportant les deux élections partielles d'hier dans Témiscamingue et Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière, le Parti libéral du Canada a reconquis une pluralité des sièges au Québec, ce qu'il n'avait jamais réussi à faire depuis le rapatriement de la Constitution en 1982.

Christian Jobin a rafilé pour le parti de Jean Chrétien la circonscription au sud de Québec avec 55,5 % des voix (contre 35,2 % pour le candidat bloquiste Maxime Fréchette) tandis que son collègue Gilbert Barrette a remporté Témiscamingue avec 56,9 % des voix (contre 35,2 % pour le bloquiste Sylvain Sauvageau).

VOIR PAGE A 8: LIBÉRAUX

INDEX

7	8900051000651
Annances.....	B 4
Avis publics.....	B 5
Bourse.....	B 2
Culture.....	B 8
Économie.....	B 1
Éditorial.....	A 6
Idées.....	A 7
Météo.....	B 5
Monde.....	A 5
Mots croisés.....	B 4
Sports.....	B 6
Télévision.....	B 7

Changement de ton à la Fédération des producteurs de porcs

Les délégués ne semblent plus croire à la concertation, dit Clément Pouliot, qui vient d'être éjecté de la présidence

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

La crise qui frappe actuellement le milieu porcin au Québec vient de faire, après les faillites de quelques éleveurs, une nouvelle victime: Clément Pouliot qui, vendredi dernier, a perdu, à sa grande surprise, son poste de président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec (FPPQ) au profit de Claude Corbeil, un producteur de 43 ans de la région de Saint-Hyacinthe. La raison? «On vit actuellement des moments difficiles à cause de la chute des prix du porc, des normes environnementales sévères et des problèmes sanitaires dans nos troupeaux», a expliqué hier au *Devoir* le nouveau président. *La base veut donc un changement de ton et le vote de vendredi l'a bien démontré.*

Finies donc les campagnes de publicité visant à rapprocher les producteurs de porcs des urbains et l'approche de conciliation, d'ouverture et de cohabitation heureuse préconisée par les anciens dirigeants de la Fédération, croit un Clément Pouliot amer après la défaite. «Les délégués ont préféré de loin une attitude plus revendicatrice, a-t-il commenté en entrevue hier, car ils ne semblent plus croire en la concertation. Ils sont en colère. Leur fierté est blessée par les nombreuses attaques de la population. Ils veulent donc être entendus autrement. Je les comprends. Mais je ne pense pas que des ma-



REUTERS

Beaucoup de producteurs de porcs perçoivent la question de l'environnement comme une contrainte, estime la présidente de l'Ordre des agronomes du Québec, Claire Bolduc.

nifestations et des coups d'éclat soient la solution pour se faire respecter et comprendre.»

Est-ce à dire que les cochons sont sur le point de revenir bloquer les doubles voies de l'autoroute 20? Plusieurs producteurs, rencontrés dans les derniers mois, en rêvent, en effet. Mais M. Corbeil, conduit à

la présidence par le vote secret de 66 délégués lors de l'assemblée générale annuelle à Saint-Sauveur, vendredi dernier, n'a pas envisagé la chose. «Je suis un pacifiste, dit-il. Je veux faire les choses dans l'ordre.»

VOIR PAGE A 8: PORCS

TERRES EN VUES
LAND INSIGHTS

PRÉSENCE AUTOCHTONE 2003
du 10 au 22 juin à Montréal
Arts visuels

Rituels de l'immédiat
Raymond Dupuis

du 9 au 28 juin, du mardi au samedi de 12 h à 17 h.
À l'Usine C, 1345, ave Lalonde

Dans les sillages du rêve
Alanis Obomsawin

jusqu'au 28 juin
Cinémathèque québécoise
335, boul. de Maisonneuve Est

Jeux de création

jusqu'au 27 juin, à la Bibliothèque nationale du Québec, 1700, rue Saint-Denis, du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h.

• LES ACTUALITÉS •

PIERRE BOURGAULT, 1934-2003

Il quitte ce monde sans avoir vu le pays

Les souverainistes rendent hommage à un acteur du Québec moderne

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

Plusieurs figures de proue du mouvement souverainiste ont rendu hommage hier au journaliste, orateur et militant indépendantiste Pierre Bourgault, dont le courage et l'engagement au service du Québec ont toujours suscité l'admiration.

L'ancien président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Gérard Larose, a pour sa part rappelé que l'homme à la tête blanche, au verbe puissant et au regard perçant, avait joué un rôle fondamental pour diffuser et surtout pour légitimer les aspirations nationalistes des Québécois.

«C'est sous Bourgault que cette question a pris toute sa dimension politique au sens où c'est devenu un enjeu électoral, un enjeu de l'exercice du pouvoir et donc un enjeu qui mobilise l'ensemble de la population», a-t-il dit. A partir de

«À partir de Bourgault, la question nationale n'a plus jamais été ce qu'elle était auparavant.»

Les deux principaux syndicats québécois ont exploré la disparition d'un «ami» et d'un «camarade de combat». «Ce qui nous peine le plus, c'est que M. Bourgault nous quitte avant qu'il puisse voir le Québec devenir un pays, ce qui était la grande cause de sa vie», a déclaré dans un communiqué le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), René Roy. Mais si certains meurent au combat, d'autres continuent.»

«Pour toute une génération, il restera un des grands mobilisateurs de la jeunesse autour d'idées progressistes. Démocrate et pourfendeur de visions qui auraient rapetissé l'idée ouverte qu'il se faisait du peuple québécois, Pierre Bourgault demeurera pour l'histoire un de ceux qui ont contribué avec force et à plus d'un égard à l'émancipation de ses concitoyens», a quant à elle souligné la présidente de la CSN, Claudette Carboneau.

Beaucoup de Québécois se souviendront de Pierre Bourgault comme d'un maître des mots: professeur et chroniqueur infatigable, il a consacré une part importante de sa vie professionnelle à la défense de la langue française.

Pour le maire de Lévis et ancien ministre péquiste Jean Garon, «le Québec est plus français aujourd'hui parce qu'il a joué un rôle important pour sensibiliser les gens au fait français» dès ses premiers combats en faveur de l'indépendance, dans les années 1960.

Plus grand tribun du Québec depuis Louis-Joseph Papineau, Pierre Bourgault aura porté haut les aspirations des Québécois, a affirmé le président du Mouvement souverainiste du Québec, Gilles Rhéaume.

«C'est une conscience [du Québec] qui vient de s'éteindre», affirme M. Rhéaume, selon qui Pierre Bourgault fut un artisan véritable de la Révolution tranquille, au même titre que René Lévesque.

De plus, Pierre Bourgault a modernisé le militantisme politique au Québec. «Il a donné un sens à ce que l'on appelle l'engagement politique», dit-il.

«Avant Bourgault, il n'y avait pas de militants dans les partis politiques. Il n'y avait que des travailleurs d'élections», a expliqué M. Rhéaume.



Les quatre principaux animateurs du RIN à l'époque de la fondation: Marcel Chaput, André d'Allemagne, Rodrigue Guité et Pierre Bourgault.



ANTOINE DESILETS, COLLABORATION SPÉCIALE
Pierre Bourgault en compagnie de la journaliste Lysiane Gagnon, à l'époque où celle-ci écrivait en faveur de l'indépendance du Québec dans le journal du RIN.

À l'école Bourgault

«Il m'a aussi appris une chose qui ne s'enseigne pas: la liberté», raconte l'animatrice Marie-France Bazzo

CLAIRANDRÉE CAUCHY
LE DEVOIR

Homme politique et tribun hors pair, Pierre Bourgault a aussi joué le rôle de mentor pour de nombreux jeunes qui débutaient dans la profession de journaliste. Plusieurs militants souverainistes ont aussi été formés à «l'école Bourgault». Tous se souviennent de lui comme d'un homme «libre».

L'animatrice-vedette de Radio-Canada Marie-France Bazzo a commencé sa carrière aux côtés de Pierre Bourgault, dans une émission intitulée *Plaisirs*, il y a une quinzaine d'années. «Il m'a appris à faire ma place et m'a aidée à la faire. Il m'a tout enseigné sur la façon de faire des entrevues, de les structurer, d'installer un climat [...]. Il m'a aussi appris une chose qui ne s'enseigne pas mais qu'il démontrait à tous les niveaux dans sa vie: la liberté», se rappelle l'animatrice, encore sous le choc de son départ rapide.

Au cours de la dernière année, les rôles se sont inversés: Marie-France Bazzo recevait Pierre Bourgault à tous les matins pour une chronique quotidienne. «J'étais l'animatrice et lui l'interviewé. Il comprenait que je menais mon émission. Ce n'était pas évident, il fallait trouver le ton juste et retrouver en ondes le rapport de complicité qui s'était installé pendant 15 ans. C'est le seul, mais vraiment le seul invité qui m'aura intimidée», confie Mme Bazzo.

Elle a eu l'occasion de voir Pierre Bourgault seul à seul vendredi dernier à l'hôpital et de le remercier de ce qu'il avait été pour elle. Il était alors très lucide, commentant l'actualité du jour et pestant contre le film *Les Invasions barbares* qui ne reflète pas la réalité. «Il s'est arrangé pour être en contrôle jusqu'à la fin. Il n'aurait pas aimé se voir diminué ou à la charge des autres. Je lui ai demandé: «Est-ce que tu veux aller mourir chez toi?» Il a dit: «Non, cela va prendre du monde 24 heures sur 24, je ne veux pas déranger mes amis. Cela va être ici, à l'hôpital.» Il prenait les décisions, comme il les a prises dans sa vie. Il est mort comme il avait vécu», raconte Mme Bazzo qui s'appretait à retourner à l'hôpital quand elle a appris la nouvelle hier après-midi.

Le professeur

Après avoir sabordé le RIN pour faire place au PQ, Pierre Bourgault se retrouvait, en 1976, sans emploi, sans le sou, quand l'Université du Québec à Montréal lui a offert d'enseigner au département des communications. «Je dois remercier mes collègues d'être allés le chercher à une époque où il était au ban de la société, traité comme un paria parce qu'il avait le courage de dire tout haut ce que d'autres pensaient tout bas. Il l'a bien rendu au département. C'était la personne tout indiquée pour enseigner la communication orale. Il a toujours su établir un rapport de complicité avec les étudiants, sans jamais perdre de vue l'exigence», se souvient Jean-Pierre Boyer, un collègue du département qui l'a côtoyé jusqu'à sa retraite en 2000. Le professeur se rappelle aussi de Bourgault comme président d'assemblée lors des réunions départementales. «Il était pince-sans-rire et arrivait à dédramatiser l'atmosphère. Mais quand il perdait le contrôle de l'assemblée, cela le désarçonnait complètement.»

Au travers des cours sur la communication orale et le journalisme d'opinion, il a formé des centaines de jeunes journalistes qui se rappellent sa rigueur et ses qualités d'orateur exceptionnelles.

Alors qu'il était étudiant en communication au début des années 1980, en pleine période référendaire, Guy A. Lepage a assisté à ses cours sur l'histoire du Québec de 1960 à nos jours, comme étudiant puis comme correcteur. «C'était fascinant. C'était un nouveau discours à chaque semaine. Les cours bougeaient d'une année à l'autre», se rappelle-t-il.

Rompu à la rhétorique comme on l'enseignait dans «les collèges de frères», Pierre Bourgault avait gardé ce côté grec dans ses cours de communication orale. «Non seulement il voulait convaincre les gens, mais il voulait les convaincre au niveau de leur intelligence. C'est peut-être pour cela qu'il se distinguait des politiciens. Comme professeur, il avait la même rigueur», souligne Guy A. Lepage.

L'artiste, qui a toujours gardé le contact avec Pierre Bourgault, se rappelle de lui comme d'un professeur exigeant, qui n'aimait pas la complaisance. «Les groupées ne l'intéressaient pas. Il n'aimait pas les gens obséquieux. Il voulait que tu aies un argumentaire. Tu avais plus de grâce à ses yeux en étant en désaccord

avec lui et en argumentant, qu'en étant un yesman.»

«Au niveau de la collectivité, son moule est cassé. On vient de perdre quelqu'un que personne aujourd'hui ne peut remplacer, loin de là», poursuit le comédien.

Maintenant journaliste à Radio-Canada, Sophie-Andrée Blondin garde un bon souvenir du professeur Bourgault: «Il était très bon. Il se crinquait et prenait le ton des discours. À 10h le lundi matin, cela réveillait. Il n'aimait pas la médiocrité et ignorait ceux qui ne voulaient pas performer», se rappelle-t-elle.

«Il m'a appris à parler à du monde, à me soucier des gens à qui je m'adresse. Il nous ramenait à l'essence même de la communication: un orateur s'adressant à une foule», poursuit Mme Blondin. Le professeur était aussi très près de ses étudiants et ne manquait pas une occasion d'aller prendre une bière au Bistrot à Jojo avec eux. «C'était le fun de refaire le monde avec quelqu'un qui en avait déjà fait un grand bout», affirme Mme Blondin.

Son attachement à la langue française incitait ses étudiants au dépassement. «Je relisais mes textes cinq fois avant de les lui donner. Nous faisons des efforts supplémentaires pour l'impressionner, ou à tout le moins survivre à sa correction», se rappelle Gary Arpin, journaliste à TQS.

Des militants à «l'école Bourgault»

Fidèle à son engagement indépendantiste tout au long de sa vie, Pierre Bourgault a aussi été «conseiller à temps partiel pour le OUI-UQAM» pendant la campagne référendaire. Il a pris sous son aile le noyau de militants qui ont formé un comité de quelque 500 personnes en 1995.

«Nous en étions à nos premières armes en militantisme. Il nous a vraiment montré l'abécédair de la mobilisation», se rappelle Nicolas Ducharme, à l'époque porte-parole du OUI-UQAM. Réserver une salle trop petite pour qu'elle ait l'air bondée, être à l'affût de l'actualité pour saisir l'impulsion du moment, voilà autant de conseils que le mentor a donnés au jeune homme, qui a par la suite présidé la Fédération étudiante universitaire du Québec.

«Il a semé partout et plein de gens grandissent aujourd'hui avec un morceau de ce qu'il nous a appris», conclut M. Ducharme.



À la Saint-Jean, en 1968, les manifestants dénoncent la présence de Pierre Elliott Trudeau sur l'estrade d'honneur. Bourgault est arrêté. La nuit se solde par 292 arrestations et 123 blessés.

ANTOINE DESILETS, COLLABORATION SPÉCIALE

LES ACTUALITÉS

SANTÉ

Une nouvelle bataille s'engage contre les « légères » et les « douces »

Des experts s'adressent au Bureau de la concurrence pour faire interdire ces appellations sur les paquets de cigarettes

TERRY PEDWELL
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Un groupe d'experts des milieux juridique et de la santé a déposé une plainte contre les fabricants de cigarettes au Bureau fédéral de la concurrence, afin de les obliger à cesser de vendre des cigarettes dites « légères » ou « douces ».

« Nous leur demandons d'enquêter sur des accusations de pratiques frauduleuses relatives aux appellations légères et douces », a indiqué le docteur Robert Cushman, médecin-conseil en santé publique d'Ottawa.

Etant donné que les deux tiers des cigarettes sur le marché sont dites légères ou douces, les consommateurs pensent que ces produits protègent leur santé et améliorent leurs chances de cesser de fumer, a poursuivi le Dr Cushman. « Ceci est faux [...] c'est une pratique frauduleuse de marketing ».

Mais les fabricants de cigarettes soutiennent que les consommateurs ne sont nullement trompés par la mise en marché de cigarettes douces ou légères. Selon les fabricants, les appellations légères et douces visent à souligner les différences de goût et de saveur, pas les avantages pour la santé.

« Les consommateurs reconnaissent que les appellations légères et douces différencient les variations de goût et de saveur », a soutenu John McDonald, directeur des affaires publiques chez Rothmans, Benson & Hedges. Il ajoutait que son entreprise n'a pas fait et ne fait pas d'allégations sur le fait que les produits à faible teneur en goudron et nicotine seraient, ou non, plus sûrs ou moins dangereux pour la santé.

De son côté, Imperial Tobacco Canada prévient le lobby antitabac qu'il « joue un jeu dangereux » en alléguant qu'il y a fraude auprès des consommateurs. Les scientifiques de Santé Canada eux-mêmes ont exprimé leur scepticisme face au retrait des qualificatifs « légères » et « douces » des cigarettes, affirme l'entreprise dans un communiqué.

Mais selon David Swenor, un avocat de l'Association pour les droits des non-fumeurs, les consommateurs en viennent à penser que les cigarettes portant les mentions « douces » ou « légères » sont moins nocives pour leur santé. « Des sondages montrent que les fumeurs, particulièrement ceux qui fument ces types de cigarettes, croient qu'ils absorbent moins de goudron, moins de nicotine. Ce n'est pas le cas ».



DE L'AIR S'IL VOUS PLAÎT!

AVERTISSEMENT : La fumée secondaire contient du monoxyde de carbone, de l'ammoniac, du formaldéhyde, du benzo[a]pyrène et des nitrosamines. Ces produits chimiques peuvent nuire à vos enfants.

Santé Canada



LE DEVOIR

Des experts avancent que ces produits ne sont pas moins dangereux pour la santé parce que les fumeurs en prennent de plus grandes bouffées pour satisfaire leur besoin de fumer, ce qui serait aussi nocif que de consommer des cigarettes dites régulières.

Porter plainte au Bureau de la concurrence permet de contourner le ministre fédéral de la Santé, que certains accusent d'avoir abandonné la lutte sur les questions des appellations légères et douces.

Selon le groupe, le Bureau de la concurrence serait la meilleure façon, et la plus rapide, pour tenter de faire cesser le recours aux appellations légères et douces dans la mise en marché.

En vertu de la Loi sur la concurrence, les fabricants sont responsables des affirmations explicites qu'ils font au sujet de leurs produits et de l'impression qu'ils créent auprès des consommateurs à propos de ce que leur produit peut et ne peut pas faire.



Michel David

L'invitation au putsch

C'est devenu un classique au PQ. Quand le chef souhaite que rien ne change, il annonce un « grand brassage d'idées ». Plus déterminé que jamais à s'en tenir à sa stratégie des « conditions gagnantes », c'est donc à ces grands remue-ménages que Lucien Bouchard avait convié les délégués au conseil national de janvier 1999.

« Il ne faudrait pas se livrer à une réflexion transcendante qui fasse plus de rhétorique qu'autre chose », avait-il lancé. Venant de lui, cette invitation à se méfier des effets de toge ne manquait d'ailleurs pas d'humour.

Comme Bernard Landry l'a fait, au conseil national de samedi dernier, M. Bouchard avait repris la formule de Jacques Parizeau qui, au lendemain du référendum de 1995, avait invité les militants péquistes à « retourner chaque pierre ».

Pour donner un semblant de sérieux à l'exercice, M. Bouchard avait annoncé la création d'un « comité de réflexion et d'actions stratégiques sur la souveraineté du Québec », dont la présidence avait, bien entendu, été confiée à Bernard Landry.

Ce comité avait parfaitement joué son rôle. Autrement dit, il ne proposait rien de nouveau. Son rapport, intitulé *Le Québec, un nouveau pays pour un nouveau siècle*, était un ramassis de lieux communs sur les exactions du gouvernement fédéral, qui rendaient — ô surprise — la souveraineté plus nécessaire que jamais.

Au train où vont les choses, M. Landry n'aura qu'à le dépoussiérer sans que personne au PQ trouve quoi que ce soit à redire. Samedi, personne n'a rouspété quand la direction du parti a proposé de reporter le prochain congrès au printemps 2005. Si on fait abstraction du congrès bide de mars dernier, jamais dans toute l'histoire du PQ il n'y aura eu un tel délai entre deux congrès : cinq ans, alors que les statuts en prévoient un tous les deux ans.

Compte tenu des résultats des élections du 14 avril, où le PQ a recueilli son plus faible pourcentage de voix depuis trente ans, l'ambiance était remarquablement joyeuse. Les militants ne semblaient sous l'effet d'aucun choc. Ça ressemblait plutôt à une anesthésie.

Plusieurs m'ont fait reproche d'une récente chronique dans laquelle je contestais la logique d'une démarche consistant à tenir un congrès d'orientation avant de choisir un nouveau chef. Selon eux, c'est le meilleur moyen de s'assurer que les orientations retenues seront conformes aux vœux de la base militante plutôt que d'être imposées par le chef.

Le problème est qu'il y a présentement un chef, qui pèsera de tout son poids pour infléchir les décisions du congrès dans le sens qu'il souhaite. Ceux qui s'imaginent que M. Landry va jouer le rôle d'arbitre impartial rêvent en couleurs. D'autant plus qu'il envisage sérieusement de conduire le PQ à la prochaine élection et, si possible, au prochain référendum.

Au congrès de mai 2000, M. Landry était intervenu personnellement, et avec toute l'énergie dont il est capable, pour s'assurer que le modèle d'union à l'europeenne qu'il affectionne tant devienne officiellement l'option du PQ. Ceux qui s'y opposaient ont été littéralement écrasés.

En fin de semaine dernière, M. Landry a clairement indiqué qu'il y tenait mordicus. Pensez-vous qu'il n'utilisera pas tous les moyens à sa disposition, qui sont considérables, pour imposer ses vues? Il ne faut tout de même pas être naïf.

Il est vrai que M. Landry ne peut pas donner le moindre signe qu'il songe à partir sans perdre instantanément toute son autorité, mais à partir du moment où il existe une sérieuse possibilité qu'il demeure en poste, toute prise de position contraire aux siennes sur une question aussi importante que la définition de l'article un du programme sera inévitablement perçue comme une contestation de son leadership.

Quand il a semoncé ceux qui le pressaient de « se brancher », tout le monde a bien compris qu'il n'entendait pas à rire. On reconnaît que ce ne sont pas les conditions idéales d'un débat serein et ouvert.

Au lendemain du 14 avril, M. Landry a déclaré qu'il aurait aimé avoir des adversaires dans la course à la succession de Lucien Bouchard. S'il le pensait vraiment, il est encore temps de mettre son leadership en jeu. Oui, je sais, il ne faut pas être naïf.

L'affrontement n'est pas dans la nature de Pauline Marois, mais c'est surtout parce qu'elle savait ce que M. Landry allait dire à l'ouverture du conseil national qu'elle a fait publier un texte aussi vague dans les journaux de samedi.

Dans son entourage, on se bidonnait de la déconvenue de François Legault, dont la prise de position sans nuance contre le « partenariat politique » le place ouvertement en contradiction avec M. Landry.

Il est vrai que M. Legault a une admirable faculté de récupération. Chaque fois qu'il est envoyé au plancher, il semble rebondir plus fort, mais la contradiction a ses limites. Quelle crédibilité aurait-il pour faire la promotion du partenariat maintenant qu'il a déclaré publiquement qu'il n'en voulait pas?

Tout en réaffirmant que son poste n'est pas vacant, M. Landry continue d'encourager les candidats à sa succession à poursuivre leurs préparatifs, mais on ne peut s'organiser indéfiniment dans l'abstrait.

Par définition, les nouveaux militants que Pauline Marois et François Legault s'emploient à recruter sont des gens qui croient qu'un changement de chef serait bénéfique au PQ. Comment leur expliquera-t-on qu'ils doivent accorder un vote de confiance à M. Landry si, à la dernière minute, il décide de demeurer en poste?

Une fois qu'un parti politique est engagé dans une dynamique de succession, celle-ci devient rapidement irréversible. Au fond de lui-même, M. Landry est sans doute convaincu d'être le meilleur chef pour le PQ. Il a peut-être raison, mais son attitude équivoque est une véritable invitation au putsch.

m david@ledevoir.com

Québec prépare un plan d'action pour les assistés sociaux

L'objectif: retourner 25 500 ménages sur le marché du travail

TOMMY CHOUINARD
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Québec déposera dans les prochaines semaines un plan d'action pour réintégrer au marché du travail 25 500 ménages bénéficiant de l'aide sociale. Le ministre de la Solidarité sociale, de l'Emploi et de la Famille, Claude Béchard, a annoncé hier trois mesures évaluées à 25 millions de dollars afin d'y parvenir. Ces mesures, qui s'inscrivent aussi dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, sont toutefois loin de satisfaire les groupes sociaux.

Quinze millions de dollars seront consacrés à Solidarité Jeunesse, a annoncé hier le ministre en conférence de presse. Dans le cadre de ce programme, les jeunes qui font une demande d'aide sociale se voient proposer de prendre part à des activités de formation, de retourner aux études ou d'occuper un emploi par l'intermédiaire des centres locaux d'emploi ou des Carrefours Jeunesse-Emploi.

Au cours de la prochaine année, cinq millions de dollars seront également investis dans la réalisation de projets-pilotes pour venir en aide financièrement aux entreprises qui embauchent des jeunes provenant de l'aide sociale. Le gouvernement investit encore cinq millions dans un fonds, auquel la Fondation Lucie et André Chagnon accorde aussi cinq millions, pour financer des interventions en matière de prévention de la pauvreté auprès des jeunes enfants et leur famille.

« Notre programme ne s'arrête pas avec ces mesures », a prévenu Claude Béchard. Un plan d'action sera en effet déposé dans les prochaines semaines et sera mis en application rapidement. « C'est un plan qui vise plusieurs choses: récompenser l'effort, s'assurer que les gens retournent sur le marché du travail et faire en sorte qu'on prenne la responsabilité d'aider toute personne qui veut avoir une formation ou trouver un emploi », a affirmé le ministre. Claude Béchard entend notamment créer des mesures d'incitation pour que les personnes qui aban-

donnent l'aide sociale ne soient pas tentées d'y avoir recours de nouveau. Le ministre n'a pas écarté le recours à des pénalités pour les assistés sociaux qui refusent de prendre part, par exemple, aux activités de formation. « Ça fait partie de tout ce qu'on regarde », a-t-il dit.

Comme l'a révélé le budget déposé la semaine dernière, le gouvernement Charest souhaite réintégrer au marché du travail 25 500 ménages de l'aide sociale d'ici le 1^{er} avril 2004 (ce qui entraînerait des économies de 188 millions de dollars). Or 6000 ménages bénéficiant de l'aide sociale ont réintégré le marché du travail l'année dernière, une statistique qui ne fait pas peur à M. Béchard. Le ministre a mentionné que 640 000 emplois seront disponibles d'ici cinq ans au Québec.

« Ce ne sont pas des mesures qui viennent améliorer directement le niveau de vie des familles », a affirmé au Devoir Vivian Labrie, du Collectif pour un Québec sans pauvreté. « C'est vraiment une goutte d'eau dans l'océan », a quant à lui lancé Jean-Yves Desgagnés, du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ). S'il salue les investissements dans Solidarité Jeunesse — « un programme qui fonctionne assez bien mais qui doit demeurer volontaire », M. Desgagnés trouve inquiétant le recours à des pénalités. « Ça va à l'encontre de la loi visant à lutter contre la pauvreté », a-t-il dit, puisque la législation prévoit l'instauration d'un barème plancher au-dessous duquel aucune pénalité ne peut s'appliquer.

Le FCPASQ a organisé hier des visites surprises dans les bureaux de comités d'une trentaine de députés libéraux afin de rappeler au gouvernement libéral sa promesse d'indexer les prestations d'aide sociale, de créer un barème plancher à l'aide sociale et de rétablir la gratuité des médicaments pour les plus démunis. Claude Béchard a rappelé que ces engagements seront respectés et inclus dans le plan d'action visant à lutter contre la pauvreté, qui sera déposé à l'automne.

Un an après le Sommet de Montréal

La nouvelle ville n'est pas acquise

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Le spectre des défusions a jeté de l'ombre sur les activités entourant le premier anniversaire du Sommet de Montréal. Alors que le ministre des Affaires municipales s'appretait à déposer sa loi-cadre sur les défusions, plusieurs chefs de délégation du sommet de 2002 ont profité d'une rencontre tenue hier au Marché Bonsecours pour réitérer leur appui au maire Tremblay dans la défense de la nouvelle ville.

L'enthousiasme démontré par les chefs de délégation a rassuré le maire sur la volonté de ses « partenaires » de « bâtir la nouvelle ville ». « Soyons contagieux », a-t-il déclaré hier midi lors de son allocution.

Faisant le bilan sur les projets mis en chantier depuis un an, les chefs de délégation ont tour à tour évoqué les principes de concertation, de synergie, de partenariat, d'intercomplémentarité et même de « transversalité » qui ont marqué leurs travaux. Mais de nombreux grands projets, comme le Quartier des spectacles, la Cité universitaire internationale ou le projet du Havre de Montréal, en sont encore au stade des études et des travaux préliminaires.

Le cœur n'était pourtant pas à la fête au lendemain de la victoire du candidat indépendant Jim Birnie lors de l'élection partielle tenue dimanche dans l'ouest de l'île. Ardent partisan des défusions, M. Birnie a battu le candidat de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM), Tom Thompson, dans le district James-Morgan autrefois détenu par la conseillère Florence Grassby (UCIM) décédée en mars dernier.

Lorsque interrogé sur la défaite de son candidat, le maire a fourni cette explication: « 80 % des gens n'ont pas exercé leur droit de vote. On sait que les gens, lorsqu'ils sont satisfaits, n'exercent pas leur droit de vote. Est-ce qu'on doit en conclure que 80 % des citoyens et citoyennes de Beaconsfield et Baie-d'Urfé sont satisfaits de la qualité des services? »

Mais le maire était aussi préoccupé par le faible taux de participation de l'électorat, ce qui lui fait dire que le gouvernement libéral devra imposer un seuil de participation « représentatif » lors d'éventuels référendums sur les défusions. « C'est le gouvernement qui souhaite une réelle démocratie municipale. Ça ne peut pas s'exprimer par une minorité infime de personnes, 20 %. Ça serait totalement irresponsable de permettre à un nombre aussi minime de personnes de décider de l'avenir de la métropole du Québec », a-t-il déclaré.

SANTÉ

Harel accuse le PLQ de prendre exemple sur l'Alberta

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, ne prendra pas de vacances cet été. Il mènera une consultation en vue de la présentation à l'automne d'un projet de loi visant l'abolition des Régies régionales de la santé et des services sociaux (RSSS) et leur remplacement par des agences à l'instar de certaines provinces canadiennes comme l'Alberta.

À l'Assemblée nationale, la porte-parole de l'opposition officielle pour la santé, Louise Harel, a accusé M. Couillard de s'inspirer directement du premier ministre albertain Ralph Klein en voulant remplacer les régies régionales par « une multiplicité d'agences chapeautées d'agences pour les régions de la Montérégie, de Québec et de Montréal » et en évacuant la participation locale.

Le ministre a soutenu qu'au contraire, le gouvernement allait tenter de « réparer le dommage » fait à la représentativité locale par la loi sur la gouverne des régies régionales adoptée par le gouvernement péquiste. M. Couillard a aussi indiqué que le Québec avait un retard à combler dans la décentralisation de son système de santé « par rapport à d'autres régions du Canada ».

En vertu de la Loi d'accès à l'information, l'opposition officielle a demandé au gouvernement de rendre publics deux documents qui serviraient à la rédaction du projet de loi sur les agences régionales en santé. Il s'agit du *Document de réflexion sur les enjeux et la mise en œuvre de la réforme de la gouverne annoncée dans le réseau de la santé et des services sociaux* et d'un deuxième document intitulé *Orientations préliminaires en vue de la modification de la gestion du système de santé et des services sociaux*. Un document d'orientation semblable servira à alimenter la consultation de cet été, a-t-on appris.

Par ailleurs, Mme Harel a déploré que le gouvernement ait utilisé dès cette année la réserve de 809 millions, qui vient de la hausse du transfert fédéral. Dans son dernier budget, le ministre des Finances, Yves Séguin, a consacré une partie de l'argent en provenance du fédéral, soit quelque 300 millions, à d'autres fins que la santé, ont calculé les péquistes.

EN BREF

Surplus à Montréal

(Le Devoir) — La Ville de Montréal a affiché un surplus de 114,5 millions pour l'année 2002, révèle les états financiers déposés hier soir au conseil municipal. L'administration Tremblay attribue cette performance à plusieurs facteurs, dont la croissance de la valeur du rôle d'imposition et l'amélioration du taux d'occupation des locaux commerciaux. Les frais de permis et de licences se sont également avérés supérieurs aux prévisions budgétaires. De ce surplus de 114,5 millions, une somme de 45 millions a déjà été utilisée pour équilibrer le budget de 2003. Un montant de 38,3 millions sera partagé entre les arrondissements qui ont participé à l'effort collectif. En principe, les états financiers doivent être déposés avant le 31 mars, mais la nouvelle Ville a été victime de l'incompatibilité de ses systèmes informatiques. L'administration Tremblay compte éventuellement se doter d'un système informatique uniformisé à l'échelle de l'île pour gérer ses finances.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

LIBÉRAUX

SUITE DE LA PAGE 1

Il restait encore quatre boîtes de scrutin à dépouiller (sur 200 et plus) dans chaque circonscription au moment de mettre sous presse.

Le Bloc québécois a ainsi perdu deux châteaux forts qu'il détenait depuis 1993. Auparavant, ce sont les conservateurs de Brian Mulroney qui trônaient dans les deux comtés. Les libéraux n'y avaient pas fait de gains depuis près de 20 ans.

Sans minimiser l'importance de la récente élection d'un gouvernement libéral provincial dans ces deux victoires, le ministre de la Justice et lieutenant libéral du Québec, Martin Cauchon, n'a pas voulu voir dans les résultats d'hier un «effet Charrest» ou encore un «effet Paul Martin». Il y voit plutôt un effet Jean Chrétien.

«C'est l'effet du premier ministre, a-t-il déclaré hier soir. Regardez ce qui a été fait au cours des derniers mois, les projets de loi qui ont été déposés, l'accord de Kyoto, C-24 [sur le financement des partis politiques] ratifié, un gouvernement très dynamique, progressiste.» Il a fait référence au projet de loi sur la décriminalisation du cannabis et à celui contre la pornographie juvénile. «En bout de ligne, pour moi, c'est un super beau témoignage de confiance envers le premier ministre», a-t-il ajouté.

Les deux circonscriptions fédérales étaient devenues vacantes à la suite de la tentative — manquée — des députés bloquistes Pierre Brien et Antoine Dubé en politique provinciale. Le départ de M. Brien avait d'ailleurs créé quelques remous dans Témiscamingue puisqu'il avait endossé les couleurs de l'ADQ au provincial. Les organisateurs bloquistes s'étaient divisés à l'élection du 14 avril, certains travaillant pour l'ex-bloquiste, d'autres pour le candidat péquiste, Rémy Trudel. La décision du chef bloquiste Gilles Dupeppe de visiter la circonscription et d'offrir son appui inconditionnel à M. Trudel plutôt qu'à son ancien poulain avait vivifié les tensions.

Le Bloc québécois réagira aux résultats aujourd'hui seulement. M. Cauchon n'a pas attendu, lui, pour décocher ses flèches. La population, croit-il, a voulu lancer un message de changement. «Ils voyaient les gens du Bloc qui étaient élus et qui venaient ici à Ottawa simplement pour s'assoier de façon non permanente en attendant autre chose, en l'occurrence de s'en aller à Québec. Les gens étaient tannés de cela. Ils veulent avoir des représentants qui vont à Ottawa pour aller à Ottawa, pour s'occuper des juridictions du gouvernement canadien.»

Libéral ou bloquiste, mais rien d'autre

Les deux élections partielles d'hier confirment l'insignifiance des autres partis politiques au Québec. Les autres candidats de la course d'hier ont joué les figurants, aucun n'atteignant la barre des 5 %. Par exemple, à Lévis-Chutes-de-la-Chaudière, un comté où, aux élections générales de 2000, l'Alliance canadienne avait réussi à décrocher 14,5 % du vote et se classer troisième, l'allianciste Philippe Bouchard s'est complètement écrasé, n'obtenant que 0,9 %. Il est arrivé en sixième place, derrière le Parti vert et tout juste devant le Parti marijuana (0,8 %). La rive sud de Québec est l'un des endroits où, sur la scène provinciale, l'ADQ a fait bonne figure.

Dans l'autre circonscription, l'Alliance canadienne a fermé la marche avec 0,5 % des voix. C'est la candidate du Parti progressiste-conservateur Rachel Lord, qui avait travaillé avec Pierre Brien à l'ADQ, qui est arrivée en troisième place (4,1 %).

Le NPD a quant à lui terminé troisième dans Lévis-Chutes-de-la-Chaudière avec 4,2 % des voix, et quatrième dans Témiscamingue (3,4 %). Le nouveau chef Jack Layton y voit quand même une raison de se réjouir. «Nous avons augmenté nos appuis. [Ils n'étaient] pas très importants, mais ils ont doublé et presque triplé, alors nous sommes dans la bonne direction», a-t-il déclaré au Devoir. «Nous avons un an pour travailler», a-t-il ajouté.

Tous les sièges fédéraux du Québec sont maintenant comblés, avec 37 députés libéraux, 34 bloquistes, un conservateur (André Bachand) et trois indépendants (les ex-bloquistes Pierrette Venne et Ghislain Label, et l'ex-libéral Guy Carignan). Au total, le Parti libéral a maintenant 171 sièges à la Chambre des communes contre 63 pour l'Alliance canadienne, 15 pour le Parti progressiste-conservateur, 14 pour le NPD et quatre indépendants.

Le taux de participation a été très faible hier soir, moins de 28 % des gens ayant exercé leur droit de vote.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Navale de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Un nouveau regroupement veut donner plus de couleur à notre démocratie

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Un nouveau regroupement voit le jour à Montréal dans l'espoir de faire échec à l'extrême sous-représentation des communautés culturelles dans la vie politique québécoise.

Baptisée Regroupement pour la représentation politique des communautés culturelles (RRPCC), l'organisation encore embryonnaire juge urgent de «donner plus de couleur à notre démocratie», affirme l'un de ses fondateurs, Fo Niemi, qui est également directeur général du Centre de recherche-action sur les relations raciales. Sa stratégie consistera à faire pression sur les partis traditionnels afin qu'ils s'ouvrent autrement qu'en simple façade à la diversité culturelle, mais aussi sur les communautés culturelles elles-mêmes, qui sont coupables de «passivité politique».

Par exemple, sur les 664 candidats aux élections québécoises d'avril dernier, une quinzaine seulement provenait des minorités visibles — et, la plupart du temps, constituaient en fait des candidatures «kamikaze», affirme M. Niemi. «Les partis politiques, à quelque niveau que ce soit, présentent trop souvent des candidats là où ils n'ont aucune chance d'être élus. Cela encourage le cynisme au sein des minorités.» Cela traduit aussi, dit-il, un déficit démocratique au sein d'un appareil d'Etat comme celui du Québec. «La sous-représentation des communautés culturelles affecte la qualité des services, leur accessibilité, la façon dont les ressources sont distribuées...» Le regroupement souligne que les minorités visibles représentent 12 % de la population, alors qu'elles occupent seulement 2 % des emplois au sein de la fonction publique québécoise.

Le RRPCC est conscient du risque que sa promotion de l'intégration politique des minorités ne rédui-

se les débats à d'étroites questions d'appartenance ethnique. Ce qu'il veut éviter à tout prix. C'est d'ailleurs pour cette raison, dit M. Niemi, que certains de ses «sympathisants» préfèrent pour le moment rester discrets. «Le défi, dit-il, c'est d'éviter cet écueil tout en faisant en sorte que les programmes politiques reflètent mieux la diversité de la population.»

Ce dernier approche la lutte pour l'accès des minorités à l'espace politique de celle menée par les femmes à l'époque où elles en étaient complètement absentes. Le regroupement, qui se dit sans le moindre penchant partisan, possède pour l'instant un noyau d'une quinzaine de personnes de différents partis politiques, dont Amir Khadir, candidat défait de l'Union des forces progressistes aux dernières élections provinciales dans Mercier. Il se propose d'intervenir dans les campagnes électorales à tous les niveaux de gouvernement. Prochaine échéance: les élections scolaires de novembre prochain.

BOURGGAULT

SUITE DE LA PAGE 1

Il en rigolait même. Lors d'une rencontre avec des étudiants dans les mois précédant le référendum de 1980 et à laquelle assistait l'auteur de ces lignes, il déclarait, ayant tout juste dépassé la mi-quarantaine: «Vous êtes jeunes, mais j'ai un avantage sur vous: moi, je ne peux plus mourir jeune.»

Mieux: il y a deux ou trois ans, à la demande de Jean-René Dufort, il avait accepté de commenter sa propre «viande froide», ainsi que les journalistes nomment les textes et reportages faits d'avance lorsque le décès d'une personnalité publique peut être appréhendé.

Mais Bourgault détestait surtout «rabâcher» le passé. «Dans mon temps», disait-il au Devoir en 2000 à l'occasion d'une série sur la Révolution tranquille dont il avait été un acteur important, voilà une expression qu'il soutenait ne jamais utiliser. «L'histoire, on la traîne avec nous, elle nous enchaîne, nous retient», racontait-il, sachant qu'un décès est toujours l'occasion de rabrasser de vieilles... histoires. Et comme, «au Québec, nous admirons trop et nous méprisons trop», les débordements ne sont jamais loin.

Si, à cet égard, il a triché un peu en publiant de nombreux recueils de ses chroniques publiées dans des magazines et journaux (Nous, L'Actualité, Le Devoir, The Gazette, Le Journal de Montréal), Bourgault lui aura tout de même fait un joli pied de nez, à l'histoire: plusieurs centaines de ses discours — le chiffre de 3500 est fréquemment évoqué — sont à jamais disparus, pour la simple et bonne raison qu'ils n'ont jamais été écrits. Ne reste que le souvenir d'un tribun exceptionnel, spectaculaire, qui avait déjà raconté craindre lui-même l'ampleur de l'ascendant qu'il exerçait sur les foules. Il les aurait conviées en enfer que, hypnotisées, elles l'auraient suivi.

Il faut dire que Pierre Bourgault n'était pas un homme particulièrement modeste. Mais il avait nul doute d'excellentes raisons.

Né à East Angus, formé à Brébeuf (où Le Devoir, trop progressiste, ne circulait que sous le manteau), Bourgault avait été marqué dans sa jeunesse par deux éléments: l'oppression linguistique des Québécois francophones et la chape



CHANTAL KEYSER

Pierre Bourgault photographié en mai 1989. À ses pieds, l'un de ses fidèles compagnons.

de plomb que maintenait l'Église catholique sur la société civile. Écœuré, il avait fait ses valises pour l'Europe en 1959, avec la ferme intention de ne jamais revenir. Six mois plus tard, il était de retour, alors que le Québec était suspendu à un mot: désormais. Il viendra à

la politique, dit-il, «par hasard».

Au moment où la Révolution tranquille s'ébranle, il se joint au Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) naissant, où son talent d'orateur ne tarde pas à se faire jour. En 1964, il devient le chef du parti qui ne s'extirpe-

THÉÂTRE

SUITE DE LA PAGE 1

Le cinéaste Jean-Claude Lauzon, qui avait reconnu ses talents d'interprète, lui offrit un rôle de mentor à sa mesure. En 1991, le blanc personnage devint à l'écran du film *Léolo* le dompteur de vers, l'homme qui tend la main à un jeune homme trop rêveur pour son milieu. Bourgault avait été le professeur de Lauzon à l'UQAM. Tous deux s'étaient jadis, respectés, heurtés, estimés. En 1991, leur dialogue s'était poursuivi, mué en œuvre d'art, fable sur l'enfance agitée du réalisateur. Il y a neuf ans à peine, ils accompagnaient *Léolo* retenu en compétition à Cannes, aux côtés de Ginette Reno dans la peau de la maman avec un grand M.

Lauzon et Bourgault ont quitté nos rives. Un peu de notre imaginaire collectif s'est éteint avec eux.

En lui se retrouvait le professeur qui se battait pour la qualité de la langue au Québec devant des oreilles parfois ahuries. La qualité, qué cé que ça? de

mandaient des jeunes gens à cet étrange personnage qui leur causait d'excellence. Mais Bourgault n'en finissait plus de parler de la langue comme d'un instrument de liberté à astiquer comme une arme, à aimer comme un enfant. Son respect des mots dépassait sa cour. Notre homme maniait l'anglais avec la même aisance que sa langue maternelle.

On a connu le Bourgault écrivain, qui assénait une verte réplique au *Attendez que je me rappelle* de René Lévesque, à travers son pamphlet règlement de comptes *Moi, je m'en souviens*. Les fortes têtes ne s'entendent pas très longtemps avec leurs semblables. Des brandons de discordes ont brûlé entre les deux hommes. Ils partageaient le même idéal d'indépendance, non pas la façon de l'atteindre...

Poète, le bouillant Bourgault? Mais oui. Ne fut-il pas un parolier à la fois exceptionnel et bien trop rare, avec des mots coups-de-poing? Celui qui pondit en une heure *Entre deux joints* pour Robert Charle-

bois, à qui il manquait une chanson pour clorre un disque, signa avec elle une rengaine-culte. «*Couche-toi pas comme un chien / Pi sens-toi pas coupable / Moi je te dis que t'es capable / Ce pays-là t'appartient.*» L'artiste rejoignait l'homme politique qui refusait de jouer les bêtes rampantes et le paya cher bien souvent. «*Tas un gouvernement qui t'vole à tour de bras / Blâme pas l'gouvernement, mais débarrasse-toé z'en.*» Tout Bourgault était là: entier, fonceur et porteur de mémoire. «*Tout ça a commencé sur les plaines d'Abraham.*» écrivait-il. Rideau sur un homme fort qui fut peut-être à son corps défendant, poussé dans l'arène de toutes les batailles par ses dons, ses failles, ses goûts, son tempérament, sa société.

Un jour, quelqu'un avait demandé à cet être hors normes, au parcours combien escarpé et raboteux: «*Si vous n'étiez pas Pierre Bourgault, qui auriez-vous voulu être?*» Et lui de répondre: «*Un gars ordinaire, avec une femme et un bungalow de banlieue. Tout ce que je ne suis pas.*»

PORCS

SUITE DE LA PAGE 1

Son objectif: le changement dans la continuité. «*Nous ne voulons pas abandonner les dossiers en cours [moratoire sur l'implantation de nouvelles porcheries, règlements sur le lisier et l'environnement, etc.], mais il va y avoir l'implantation d'un autre style, dit-il. M. Pouliot avait une vision globale à long terme qui le plaçait sur un autre étage, dans une autre dimension. Nous, nous voulons être plus proches de la base. Les producteurs ont besoin d'être écoutés et surtout, dans le contexte actuel, que l'on réponde à leurs besoins immédiats. Ce qui n'était pas fait, de toute évidence.*»

Les nouvelles réponses de la tout aussi nouvelle direction risquent fort, par contre, de «diluer les messages et le travail réalisé par la Fédération jusque-là», craint l'agronome Claire Bolduc, présidente de l'Ordre des agronomes du Québec, qui a participé à l'assemblée de la FPPQ la semaine dernière. Sans cacher son étonnement devant «le départ formel d'un rassembleur et d'un

visionnaire», elle anticipe en effet un durcissement des positions entre les forces en présence sur la scène porcine québécoise.

«*Sur la question de l'environnement par exemple, beaucoup de producteurs voient ça comme une contrainte, dit-elle. Ils n'ont jamais vraiment adhéré à la philosophie de l'ancien président qui souhaitait que le respect des normes environnementales devienne un avantage concurrentiel pour la production. Désormais, ils risquent de revendiquer un assouplissement de ces règlements. Même s'il faut laisser la chance au coureur, globalement, ce changement de cap est donc plutôt inquiétant.*»

En coulisse, la grogne exprimée par le suffrage des éleveurs de cochons a également «estomaqué» quelques représentants de l'Union des producteurs agricoles (UPA), apprenait-on hier au détour des conversations. Et sous le couvert de l'anonymat. Officiellement, l'Union salue en effet l'arrivée du nouveau président, «élu selon un mode de scrutin démocratique».

Les craintes ne sont pas justifiées, précise M. Corbeil. «*L'environnement, c'est un enjeu important, dit-il. On doit poursuivre ce qui a été fait. Mais bien sûr, le message que nous envoyons les producteurs, c'est qu'ils trouvent toute la paperasse administrative qui est associée aux nombreux règlements très lourds. Nous allons donc travailler pour faciliter et simplifier les choses.*»

Et pendant ce temps, l'ancien président, lui, ne devrait guère se tuer à la tâche dans les prochains mois. Peiné par sa défaite, un vendredi 13, soit dit en passant, il s'est en effet dit prêt hier à profiter de cette épreuve pour prendre des vacances, histoire de réfléchir et de faire le point sur son avenir. «*Après avoir travaillé comme un fou pendant six ans, cela va me faire le plus grand bien*», dit-il, tout en repoussant du revers de la main un retour éventuel à la tête de la FPPQ. «*Il y a plusieurs autres organisations dans l'univers porcine au Québec où je pourrais servir les intérêts des producteurs. La FPPQ, c'est terminé pour moi, surtout après avoir été mis à la porte de la sorte...*»

LE DEVOIR

LES SPORTS

HORS-JEU



Jean Dion

Beau temps pour étendre

A lors, il est reparti le grand cirque? Oui? Tout le monde est allé se rhabiller? Oui? Les bars de danseuses peuvent revenir à leur personnel régulier? Oui? On est bien certain maintenant que tout le monde aime Montréal? Oui? On peut passer à autre chose? Oui? Merci beaucoup. Je vous redevrai ça au centuple.

Le moindre des avantages de passer à autre chose n'est d'ailleurs pas que pendant quelques jours, soit jusqu'au prochain week-end, on va nous sacrer patience avec la belle température. Je vous jure, j'ai tenu des statistiques rigoureuses, et seulement à la télévision, on a pu entendre 2501 fois entre jeudi et dimanche l'expression «on espère qu'on va avoir de la belle température». Or c'est bien d'espérer, l'humain à sang chaud serait incapable de vivre sans espoir, mais désolé, de la belle température, ou de la hideuse tant qu'à y être, cela n'existe point. La température mesure la chaleur, elle peut être haute ou basse, elle peut à la limite être agréable ou pas, mais c'est tout. S'il pleut, ça n'a rien à voir avec la température.

D'ailleurs, avez-vous déjà entendu «belle température pour étendre»? Ah! Je savais bien qu'un exemple concret tiré du merveilleux monde du lavage/séchage vous convaincrait.

Remarque, ce n'est pas pire que la «météo pourrie» évoquée par un quotidien montréalais à tirage impressionnant et tout droit sortie des Voisins — «eh qu'on a donc de la belle météo» —, mais fallait que ça sorte, c'est encore la meilleure façon d'éviter de contracter des ulcères et d'attraper la fièvre et donc de faire de la laide température.

Bien. Pendant que tout le monde par ici était occupé à se jouer dans le moteur, il a tout de même continué à se passer plein de choses dans l'Univers des sports (ce qui nous rappelle le titre d'une émission malheureusement disparue, tout comme vous devez sans doute vous ennuier des *Héros du samedi*, de *Télé-Quilles* et de *Sur le matelas*). Ceci par exemple, relaté par l'Agence France-Presse:

«Un millier d'enseignants de la «culture olympique», une matière enseignée dans les collèges et les lycées grecs en vue des Jeux d'Athènes 2004, ont manifesté lundi à Athènes pour réclamer la poursuite de cet enseignement après la fin des Jeux.

«C'est dommage de supprimer cette matière après les Jeux, qu'est-ce que nous allons faire après?», a déploré un professeur devant les caméras des médias, brandissant une banderole portant l'inscription: «Et après 2004?»

En effet, ce serait très dommage. Car selon mes sources dans le domaine de la pédagogie hellénique, après avoir appris les rudiments théoriques de l'olympisme — fraternité entre les peuples, l'important n'est pas de gagner mais de participer, un jour ce sera ton tour, McDonald's vous rappelle que chaque victoire commence par un rêve mais pas que chaque repas finit en cauchemar —, les élèves allaient être soumis, en deuxième partie, à un programme contemporain plus analytique: physiologie de la nageuse est-allemande 25 ans plus tard, façons dont un bureaucrate franquiste peut devenir président du CIO, méthodes de camouflage mises en œuvre par les Américains, raisons pour lesquelles le comité olympique irakien dirigé par Oudai Hussein, fils de l'autre et tortionnaire et tueur d'athlètes, n'a jamais fait l'objet d'une enquête sérieuse de la part du CIO.

Et en prime: excuses invoquées par les États pour ne pas payer leur quote-part à l'Agence mondiale antidopage.

«Le dirigeant d'un groupe se consacrant à des concours du plus gros mangeur souhaite que le championnat du monde annuel d'ingestion de hot-dogs soit reconnu comme épreuve officielle aux Jeux olympiques d'hiver», rapportait la semaine dernière mon fil de presse, qui est d'une prodigalité inouïe.

«Manger existe depuis plus longtemps que la planche à neige», affirme Richard Shea, président de l'International Federation of Competitive Eating, organisation dont le siège se trouve à New York. M. Shea s'est rendu vendredi à Vancouver, où avait lieu au cours week-end le championnat canadien de la chose, afin de «faire avaler» — moins cinq points pour vous si vous n'avez pas vu venir celle-là — l'idée à la Société de la candidature de Vancouver 2010.

INDLR: C'est bête, mais des recherches intensives ne m'ont pas permis de retrouver le nom du gagnant. Mais comme le dit le constable Lafrenière dans tous les bulletins de nouvelles, l'enquête se poursuit. En attendant, sachez que le champion défendant était Chris Eyre, dont la technique consiste à manger les pains et les saucisses séparément, d'où sans doute l'expression «viande séparée mécaniquement». Mettez itou dans votre agenda que le championnat mondial aura lieu le 4 juillet prochain, jour de la fête nationale des États, à Coney Island, à New York.

Sam Corea, porte-parole de la Société de candidature de Vancouver 2010, a toutefois refusé de mordre — moins cinq points... — «Toute discipline olympique doit être autorisée par le CIO», a-t-il déclaré. «Cela pourrait peut-être se faire dans le cadre d'une initiative culturelle.»

Mais pourquoi, bonndance, pourquoi? Pourquoi aux Jeux d'hiver plutôt que d'été?

Lundi 2 juin. La Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique adopte, par 372 voix contre 0, une motion visant à honorer Sammy Sosa, le voltigeur des Cubs de Chicago qui a frappé en avril le 500e coup de circuit de sa carrière. Les élus montrent un tel empressement que la discussion de la motion fait cinq pages au journal des débats.

Mardi 3 juin. Sammy Sosa casse son bâton en frappant un roulant lors d'un match, et on découvre du liège, substance interdite, à l'intérieur. Sosa sera finalement suspendu pour sept matchs. Mais les représentants maintiennent leur résolution.

Pour comprendre ce geste, j'ai joint hier Donald Rumsfeld. «C'est comme pour les armes de destruction massive, a-t-il expliqué. Ce n'est pas parce qu'on n'en trouve pas qu'il n'y en a pas. Ce n'est pas parce qu'on a trouvé du liège qu'il y en avait. OK bye.»

Le début de saison de la LCF se fait aujourd'hui à Calgary avec les Alouettes

Le commissaire Tom Wright sera très visible cette saison

DAN RALPH
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les amateurs de la LCF verront beaucoup le commissaire Tom Wright cette saison.

«Je veux être aussi actif que responsable», a affirmé Wright, qui a été engagé comme commissaire la veille du dernier match de la coupe Grey. «J'ai hâte de m'acquitter de mes tâches.»

La campagne 2003 de la LCF se mettra en branle à Calgary, aujourd'hui, quand les Stampede accueillent les champions de la coupe Grey, les Alouettes de Montréal (21h30, heure de l'Est).

Wright sera présent au McMahon Stadium à cette occasion, avant d'assister également à Vancouver à l'ouverture de la saison des Lions de la Colombie-Britannique face aux Blue Bombers de Winnipeg, vendredi.

Samedi, il sera à Edmonton pour le match opposant les Eskimos aux Alouettes (19h).

Et le 27 juin, Wright sera à Ottawa

pour le match d'ouverture des Renegades contre les Blue Bombers.

A son arrivée en poste, Wright s'était donné comme objectif de visiter chacune des équipes de la ligue afin de constater de visu comment elles fonctionnent.

Il réalisera son objectif cette semaine en se rendant à Vancouver.

Wright ne peut pas se permettre de se familiariser lentement avec son nouvel emploi.

Au cours des derniers mois, la ligue a conclu une nouvelle entente avec les joueurs, en plus de parapher un contrat de télévision de cinq ans qu'on évalue à 9,5 millions \$. Et Wright indique que les revenus de commandes ont déjà augmenté de 25 % par rapport à l'année dernière.

Mais ça ne signifie pas pour autant que tout fonctionne à merveille.

La baisse des assistances à Vancouver et à Hamilton depuis quelques années est une source de préoccupations.

Mais le principal problème en lever de rideau de la saison est la situation des Argonauts de Toronto, l'équipe ayant eu besoin d'une avance de fonds

de la ligue il y a environ un mois.

La LCF a entamé les discussions afin de trouver des investisseurs prêts à appuyer l'actuel propriétaire, Sherwood Schwarz, qui aurait perdu entre 10 et 16 millions depuis qu'il s'est porté acquéreur de l'équipe il y a trois ans.

La direction des Argonauts a vendu moins de 5000 abonnements cette année. Elle espère que l'équipe connaîtra du succès afin de raviver l'intérêt des amateurs.

«Nous travaillerons très étroitement avec les Argos afin de mettre en place un plan de redressement impliquant de nouveaux investisseurs», a dit Wright. Le dossier progresse. Je suis optimiste.»

Autre point litigieux: le respect du plafond salarial de 2,5 millions par équipe. Le problème a refait surface à la suite de l'engagement du quart-arrière Dave Dickenson par les Lions. On dit que Dickenson touchera un salaire annuel de 450 000 \$ au cours des quatre prochaines années.

Wright a assuré qu'il surveillera la situation de près parce qu'il en va de la survie de la ligue.

Gainey poursuit son ménage chez le Canadien

Au tour de Madden de lever les pattes

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Le nouveau directeur général Bob Gainey poursuit son ménage et le contrat de Martin Madden ne sera pas renouvelé.

Madden était adjoint au directeur général, André Savard, qui a hérité du même poste à la suite de la nomination de Gainey. Il a refusé un poste de dépisteur professionnel.

«Je suis déçu mais ce sont des choses qui se produisent dans le hockey. Chacun a sa propre vision», a déclaré Madden, un véritable gentilhomme.

«Comme André devient l'adjoint de Bob Gainey, mon poste semblait un dédoublement. Et comme je n'avais pas intérêt à redevenir dépisteur professionnel, ça met fin à mon association avec le Canadien.»

Le Canadien, qui a remercié quelques jours plus tôt la directrice des services à l'équipe, Michèle Lapointe, et l'adjointe administrative au directeur général, Donna Stuart, semble vouloir faire des économies.

«Comme j'arrivais à la fin de mon contrat, j'étais plus facile à mettre de côté», a constaté Madden. «Une de mes priorités quand j'ai accepté une offre de Réjean Houle [comme dépisteur à l'époque] avait été d'obtenir un contrat de trois ans qui me menait à l'âge de la retraite. Or, j'ai eu 60 ans le 5 juin. Je vais passer les deux prochains mois à réfléchir si je vais prendre ma retraite ou téléphoner à mes amis et connaissances à travers la ligue pour voir si je peux trouver quelque chose.»

Madden n'est pas davantage prêt à accepter un poste de dépisteur professionnel ailleurs, ju-

geant que la qualité de vie n'est pas au rendez-vous.

«C'est un travail solitaire, a-t-il estimé, comparé au dépisteur amateur où on se retrouve en groupes.»

«Ma première préoccupation pour l'instant, a-t-il encore dit, est de savoir si je vais accepter l'invitation du Canadien d'aller au repêchage en fin de semaine à Nashville. Mais il n'est pas question que je sois à la table. Mon contrat se termine officiellement le 30 juin mais il était clair à la suite de ma deuxième rencontre avec Bob Gainey la semaine dernière que mon travail avec l'organisation était terminé.»

Mais Madden, dont la chambre d'hôtel et le billet d'avion sont déjà réservés, pourrait accepter l'invitation pour aller tater le terrain auprès d'autres organisations.

Malgré ses nombreux contacts après plus de 30 ans passés dans la LNH, il n'a aucune idée quant à ses chances de trouver un travail qui lui convienne.

«J'ai encore beaucoup d'amis mais ça ne veut pas dire qu'ils ont un emploi pour moi. Et certains n'ont aucun pouvoir et ne peuvent pas m'aider.»

Madden se dit fier du travail accompli avec le Canadien, une organisation «assurément sur la bonne voie», selon lui.

Tout en insistant pour dire que ce fut un travail et des décisions d'équipe, il se montre spécialement fier du rôle qu'il a eu à jouer dans les sélections de Mike Komisarek et Alexander Perezogin, deux grands espoirs qu'il a vus souvent à l'œuvre à sa première année avec le Canadien.

«Je peux dire que s'ils réussissent, j'y aurai été pour quelque chose.»

LES EXPOS

L'état de Tatis inquiète

Le joueur est plongé dans une profonde léthargie

RICHARD MILO
PRESSE CANADIENNE

Pittsburgh — Les Expos ont besoin du coup de bâton de Fernando Tatis, surtout qu'ils sont privés de Vladimir Guerrero. Mais le joueur de troisième but est plongé dans une profonde et inquiétante léthargie.

Tatis ne frappe plus que pour .194. Il n'a frappé que deux circuits et produit 15 points en 175 présences. C'est à se demander sérieusement si sa carrière n'est pas en danger même s'il n'a que 28 ans.

Ce n'est pas l'ombre du joueur qui avait réussi 34 circuits avec les Cardinals de St. Louis, en 1999.

«Ça ne va pas bien», a-t-il confié, à la fois déçu et inquiet de son rendement. Il n'a obtenu que deux coups sûrs en 17 présences au cours de la dernière semaine et a été retiré au bâton à ses trois premières présences lors du dernier match de la série contre les Athletics d'Oakland, dimanche.

«Je n'ai jamais été dans une telle léthargie. C'est la première fois que ça m'arrive, a-t-il signalé. Il faut que je reste fort mentalement. Je dois garder ma concentration et bien jouer en défensive.»

Tatis a eu beaucoup de difficulté contre les lanceurs de la Ligue américaine qui lui ont servi une bonne quantité de balles cassantes. Sa léthargie a commencé il y a quelques semaines. Il frappait pour .250 le 9 mai et depuis, il n'a réussi que cinq coups sûrs en 54 présences, une moyenne inférieure à .100.

Tatis n'a frappé aucun circuit en mai et quand il a frappé un circuit le 1^{er} juin lors du programme double à Philadelphie, il s'agissait de son premier circuit depuis le 19 avril.

Est-il encore blessé? «Ce n'est pas à cause des blessures que je ne frappe pas», a-t-il noté, disant qu'il peut arriver à un frappeur de tomber dans une telle léthargie.

«Je vais continuer de travailler fort et d'être fort mentalement. Je vais passer au travers.»

Tatis, dont le salaire s'élève à six millions de dollars, écoule la dernière année d'un contrat de quatre ans signé en mars 2000 avec les Cards. L'entente est assortie d'une option pour 2004 au profit de l'équipe mais il est évident que son salaire est trop élevé pour un frappeur de .200 qui a perdu sa puissance au bâton.

MARC DELBÈS
PRESSE CANADIENNE

Accablé une fois encore par un problème mécanique, dimanche, au Grand Prix du Canada, Jacques Villeneuve ronge son frein en attendant des jours meilleurs... qui pourraient ne jamais venir.

Le Québécois est à ce point désabusé par le manque de fiabilité de sa BAR-Honda cette saison qu'il ne parvient même plus à s'enrager lorsqu'il en parle.

En fait, il préfère faire preuve de cynisme comme lorsqu'il a laissé tomber, quelques minutes après son cinquième abandon en huit courses, qu'il est sans doute devenu le pilote d'essai de l'écurie.

Mais cette série d'infortunes tombe bien mal pour lui. En fin de contrat chez BAR, Villeneuve se sait à la croisée des chemins. Il comptait sur le début du championnat pour rehausser sa cote en baisse. Et même s'il jure que ces modestes performances n'influenceront pas négativement l'opinion des directeurs d'équipe, rien n'est moins sûr.

Son titre de champion du monde, acquis chez Williams en 1997, paraît désormais lointain. D'autant que la Formule 1 a entamé un virage jeunesse ces dernières années. Les dauphins au quintuple champion du monde Michael Schumacher ont désormais pour nom Kimi Raikkonen (McLaren), Juan Pablo Montoya (Williams), Fernando Alonso (Renault) et Mark Webber (Jaguar).

Et son gérant et ami Craig Pollock a beau affirmer que Villeneuve sera encore en F1 en 2004 au sein d'une équipe compétitive, les options intéressantes semblent très limitées.

Ainsi, Michael Schumacher et Ferrari ont prolongé leur association jusqu'en 2006 la semaine dernière

re tandis que Rubens Barrichello est toujours sous contrat jusqu'à la fin 2004. McLaren entend conserver le duo Raikkonen-David Coulthard, à moins que



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Le titre de champion du monde de Jacques Villeneuve, acquis chez Williams en 1997, paraît désormais lointain.

le Britannique accumule les contre-performances. Chez Williams, on se dit satisfait de la combinaison Ralf Schumacher-Montoya. Dans le camp Renault, qui a déjà courtisé Villeneuve il y a deux ans, Alonso et Jarno Trulli ont été solides jusqu'à maintenant.

Hypothèse

Étrangement, l'avenir de Villeneuve pourrait être lié à Michael Schumacher.

L'Allemand a pris les commandes du championnat, dimanche, à la suite de sa victoire à Montréal. S'il fallait qu'il s'achemine vers un autre sacre au cours des prochaines courses, l'intérêt pour la F1 pourrait de nouveau en souffrir.

Déjà l'écrasante domination des bolides rouges a entraîné une importante baisse d'audience à travers le monde l'an dernier et elle n'a pas été endiguée malgré la série de réformes entreprises par la Fédération internationale automobile (FIA) cette saison.

Comme Villeneuve est le seul autre champion du monde encore à l'œuvre, il n'est pas impossible que Bernie Ecclestone, le grand patron commercial de la F1, qui n'a jamais hésité à tirer les ficelles pour maintenir l'attrait de son championnat, tente de lui assurer un bon volant.

Car malgré ses cinq années de galère et ses misères actuelles, Villeneuve est toujours aussi déterminé et se dit un pilote plus aguerri que lors de la conquête de son championnat.

De nombreux amateurs aimeraient bien le voir de nouveau se frotter à armes égales avec Michael Schumacher. Il y a effectivement belle lurette qu'on n'a pas vu de belles luttes en course comme celles que se sont livrées les deux champions en 1997. Il est encore permis de rêver.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Section Est				
G	P	Moy.	Diff.	
Atlanta	45	22	672	→
Montréal	39	30	565	7
Philadelphie	35	32	522	10
Floride	34	37	479	13
New York	31	37	456	14 1/2

Section Centrale				
G	P	Moy.	Diff.	
Chicago	38	30	559	—
Houston	37	32	536	1 1/2
St. Louis	35	33	515	3
Cincinnati	34	34	500	4
Milwaukee	28	40	412	10
Pittsburgh	27	39	409	10

Section Ouest				
G	P	Moy.	Diff.	
San Francisco	42	26	618	—
Los Angeles	40	28	588	2
Colorado	35	35	500	8
Arizona	33	35	485	9
San Diego	21	49	300	22

HIER

Floride 1 N.Y. Mets 0
Chicago Cubs 4 Cincinnati 3
Milwaukee 9 St. Louis 4
San Diego au Colorado

AUJOURD'HUI

Atlanta à Philadelphie, 19h05
N.Y. Mets en Floride, 19h05
Montréal à Pittsburgh, 19h05
Chicago Cubs à Cincinnati, 19h10
St. Louis à Milwaukee, 20h05
Arizona à Houston, 20h05
San Diego au Colorado, 21h05
San Francisco à Los Angeles, 22h10

LIGUE AMÉRICAINNE

Section Est				
G	P	Moy.	Diff.	
New York	40	28	588	—
Boston	39	29	574	1
Toronto	39	31	557	2
Baltimore	32	35	478	7 1/2
Tampa Bay	23	44	343	16 1/2

Section Centrale				
G	P	Moy.	Diff.	
Minnesota	38	30	559	—
Kansas City	34	32	515	3
Chicago	32	37	464	6 1/2
Cleveland	26	41	388	11 1/2
Detroit	17	49	258	20

Section Ouest				
G	P	Moy.	Diff.	
Seattle	45	22	672	—
Oakland	38	29	567	7
Anaheim	34	32	515	10 1/2
Texas	27	40	403	18

HIER

Chicago White Sox 4 Boston 2
Kansas City 9 Minnesota 8
Anaheim à Seattle

EN BREF

Hewitt et Serena seront les têtes d'affiche à Wimbledon

Londres (AP) — L'Australien Lleyton Hewitt et l'Américaine Serena Williams, vainqueurs de l'édition 2002 de Wimbledon, seront les têtes de série n°1 lors du tournoi de tennis qui débutera le 23 juin. Hewitt a été désigné, hier, première tête de série devant l'Américain Andre Agassi, qui a remplacé l'Australien cette semaine à la première place du classement ATP. Agassi a quant à lui été établi deuxième tête de série, suivi de l'Espagnol Juan Carlos Ferrero, récent vainqueur de Roland-Garros, du Suisse Roger Federer et de l'Américain Andy Roddick. Comme il est de tradition, Hewitt disputera le premier match sur le court central lors de l'ouverture des deux semaines de compétition. Chez les femmes, Serena Williams a été désignée tête de série n°1, devant les deux finalistes belges de la dernière édition du tournoi de Roland-Garros, Kim Clijsters et Justine Henin-Hardenne. La sœur de Serena, Venus, est quant à elle quatrième tête de série. Au nombre des derniers favoris pour Wimbledon, ont été annoncés hier ceux de la Russe Anna Kournikova, l'Espagnol Carlos Moya et de l'Allemand Tommy Haas.